

Écologie, démocratie et urgence

Comment passer d'une démarche individuelle à l'intelligence collective ? La démocratie face à l'urgence de la crise écologique. Michel Dinet (Elu PS au Conseil général) et Daniel Béguin (Elu vert au Conseil Régional) nous ont donné leur éclairage. Nous rapportons ici d'abord leur vision personnelle sur l'approche de l'écologie, puis leur expérience des politiques locales, et pour finir quelques éléments du débat provoqué.

L'écologie s'inscrit dans le cadre de l'urgence alimentaire, de l'accroissement des inégalités, de la montée des intégrismes avec atteintes aux valeurs démocratiques, de la rupture entre le monde politique et les citoyens. Même s'il y a urgence, et parce qu'il y a urgence, il faut prendre le temps de prendre en compte les grandes mutations actuelles à l'œuvre dans le monde. Il y a nécessité de réinventer la démocratie et la politique. Le développement durable est devenu une conception politique de l'écologie, qui induit des méthodes de gouvernance différentes (cf. sommet Rio - 92). Localement d'abord : on ne développe pas un territoire sans prise de conscience, sans participation active des habitants et sans une bonne gestion des fonds publics. Le citoyen doit intervenir dans les décisions concernant l'utilisation des fonds et les stratégies d'action et ce, à toutes les étapes : pré-projet, budget, mise en œuvre, évaluation. Chacun apporte son expertise. Il faut travailler sur le long terme, notamment à travers une éducation populaire et permanente, pour passer d'une logique de compétition à une logique de coopération et mettre en place des espaces dans lesquels le processus démocratique se concrétise.

Peut-on construire une intelligence collective autrement que dans des situations de crise ou d'urgence ?

L'intelligence collective relève de la notion d'usage : état des lieux, construction du projet, suivi. Il est important pour que les usagers ne subissent pas une idée imposée mais soient dans la découverte progressive des choses, par l'éducation et la formation. Pour construire un projet, il faut la participation du maximum de personnes à l'action. Les moyens avec lesquels on construit l'action sont aussi importants que le but recherché. Les démarches se construisent à travers l'expérimentation, dans une logique de respect mutuel, de fraternité, d'action collective. Il s'agit d'entrer dans une culture du durable et du désirable à travers la construction d'un projet commun, en prenant le temps d'y réfléchir et d'en discuter.

Daniel Béguin :

L'urgence écologique est bien réelle mais il y a pourtant beaucoup de réticences des gens à se contraindre à des restrictions, de l'usage de la voiture, par exemple, ou pour certains pêcheurs à prendre en compte le risque de disparition de certaines espèces, etc. Pourtant, sans prise de conscience, il existe le risque bien réel de "l'éco-fascisme". Sommes-nous légitimes pour imposer des contraintes si nous sommes minoritaires dans cette prise de conscience ? Il faut éduquer, démontrer, inventer, montrer l'exemple, pour contribuer à la prise de conscience collective.

Les espèces face aux crises, notamment face à un changement de milieu, développent trois stratégies possibles :

- la stratégie de la fuite, des migrations.
- la stratégie de l'enkystement: on attend que ça passe en se maintenant, avec le risque de disparaître.
- la stratégie de la mutation : s'adapter au nouvel environnement.

L'être humain est à la fois reptilien (avec des stratégies de survie et de reproduction), mammifère (tissage du lien social) et muni d'un néo-cortex qui lui a permis le langage, la conscience, etc. Sa solution est la stratégie de la mutation mais elle comporte beaucoup de contradictions entre la démarche individuelle et collective.

L'éducation est ce qui va permettre une meilleure lecture de l'information et les prises de conscience nécessaires à l'engagement d'un processus collectif. Il faut remettre en cause la

simplification de l'information que la société nous impose. La démarche individuelle exemplaire (notamment au niveau des politiques) peut provoquer un effet démultiplicateur. Il faut oser et agir concrètement en gardant en tête les objectifs. Enfin, il faut construire des scénarios de prospective afin d'anticiper les mutations nécessaires provoquées par la crise.

Implication des collectivités territoriales.

L'implication des collectivités territoriales par rapport aux questions écologiques : où en est la prise de conscience ? Quelles sont les mesures nécessaires ? Michel Dinet témoigne de son expérience du développement et d'animation d'un territoire départemental où il a essayé de proposer un autre style de vie. Daniel Béguin nous rappelle qu'il est parfois difficile d'aller au bout de ses arguments et qu'il faut du courage politique

L'équipe de M Dinet s'est donné quatre perspectives :

- intégration des enjeux du développement durable dans toutes les politiques du CG.
- exemplarité des démarches individuelles.
- partenariats avec les autres collectivités territoriales, associations, établissements scolaires.
- plus d' "éducation populaire" et de perspectives sur les questions de développement durable.

Chacun est à la fois à la fois acteur du développement de son territoire et citoyen du monde. Les personnes en difficulté doivent être intégrées dans les politiques de développement durable du département. Il ne s'agit pas de faire de l'affichage d'intentions. Concrètement, il faut élaborer une réflexion commune et donner les outils pour que tout le monde puisse participer au débat. La réflexion doit être constante, en interne et en externe, pour assurer le suivi et l'évaluation des projets mis en place, tant sur les méthodes que sur les contenus.

Daniel Béguin dit la difficulté de travailler au sein du Conseil régional avec tous les courants de la majorité et soulève la question de la formation des élus. On ne peut pas afficher une vraie volonté politique en faveur du développement durable et désirable et montrer des contradictions. Mais c'est parfois difficile de voter contre sa majorité. Dans le cadre des trois compétences du Conseil Régional il y a la volonté de réaliser un certain nombre de choses pour concrétiser des idées qui peuvent mener à une prise de conscience : formation, lycées (Agenda 21, éducation à l'environnement, gestion des déchets, gestes éco-responsables, etc.) et transports (baisse des tarifs du TER, accession des personnes à mobilité réduite). Le gros travail sur les énergies renouvelables profite également à des petites entreprises locales. Et pour rester attentif aux familles en situation précaire, un dispositif de subvention aux bailleurs sociaux plus un prêt à taux zéro permet l'isolation des maisons (objectif de 5000 maisons/an).

Un florilège de questions émane des groupes, en particulier :

- la question de la contrainte : certains élus ont des réticences à prendre des mesures directives et coercitives. On ne peut pas toujours attendre que tout le monde soit d'accord. Quels sont les critères d'un choix fait hors de la majorité ? L'exécutif doit légitimement revendiquer son autorité, mais il est tout aussi important d'intégrer tout le monde à l'élaboration et la prise de décision des mesures.

- la question des experts : *qui les nomme ? sur quel critères ? sont-ils indépendants ? expertise citoyenne, expertise collective ? Quel système de formation est-il mis en place pour les élus et les citoyens ?*

Il ne s'agit pas de laisser la gouvernance aux experts. L'expertise d'usage est toujours importante mais elle doit être temporaire (mandat). L'avis de l'habitant doit être considéré au même niveau que les autres espaces décisionnels (notamment à travers les jurys citoyens). Il faudrait à la fois être élu et

expert ; la formation des élus n'est pas une obligation mais c'est pourtant important. Cela pose aussi la question du statut de l'élu. Michel Dinet explique la nécessité d'une politique de coopération décentralisée : mutualisation, échange d'expériences, etc. Il parle d'un 'socle de sérénité' qu'il faudrait assurer aux fédérations d'éducation populaire, par des financements pluriannuels, dans une logique de contrats éducatifs territoriaux que ces fédérations piloteraient.

- **la question du conflit en démocratie** : est-il possible d'entrer en résistance par rapport aux mesures gouvernementales ? quelle est la place du citoyen organisé? de la contestation? du débat?

Il faut le courage de la décision politique mais il y a des hésitations à être plus directif. On doit prendre en compte le facteur humain, et les choses ne se font parfois pas aussi rapidement que. Les régions et les départements sont dans une position privilégiée pour faire de la résistance aux options gouvernementales, à condition de mutualiser l'ensemble des collectivités territoriales. Voter contre sa majorité permet parfois de davantage négocier avec les autres groupes. Il est également utile de soutenir les contre-pouvoirs comme garants de la démocratie. Quand des comités consultatifs sont mis en place, tout le monde ne vient pas. Par le biais d'événements culturels, on essaie de faire prendre conscience des problèmes environnementaux. Des appels à projets favorisent les rencontres de citoyens susceptibles de prendre en compte ces questions d'écologie.